

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 110, Novembre 2013

Des ponts, pas des murs

Des ponts : c'est le symbole que l'Union européenne fait figurer sur ses billets en euros. Des murs : voilà la triste réalité !

Il y a un quart de siècle, un rideau de fer barrait la frontière bulgare-turque pour empêcher les Européens de l'Est de fuir l'oppression communiste. Aujourd'hui, au même endroit, un mur de 30 km est en construction. Pour fermer les frontières de l'Europe et empêcher migrants et réfugiés d'atteindre l'Union européenne. Ce sera le 3^{ème} mur européen après celui érigé en 1998 à l'entrée des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, en territoire marocain, puis celui de 12,5 km à la frontière gréco-turque, achevé en 2012.

Il y a trente ans, fuir le système politique oppressif de leur pays valait aux candidats à l'exil les louanges des pays riches et de la presse. On estimait alors que les réfugiés avaient « choisi la liberté », c'est-à-dire l'Occident. Les centaines de milliers de Syriens, de Somaliens, d'Erythréens qui, en ce moment, « choisissent la liberté » ne sont pas accueillis avec la même ferveur. A Lampedusa, une grue a été requise pour charger sur un navire de guerre les dépouilles de 300 d'entre eux. Le mur de Berlin de ces boat people fut la mer ; la Sicile, leur cimetière.

Le saviez-vous ? La loi italienne-loi Bossi-Fini de 2002- fait des clandestins des criminels, elle oblige chacun à les dénoncer avant d'offrir son aide. Le marin doit appeler les garde-côtes avant de tendre la main ; le médecin, prévenir la police avant de soigner. Cette loi s'oppose aux règles de la mer, et à la loi humaine en général ! En la refusant souvent, au risque de se voir confisquer leur bateau, par exemple, oui, les habitants de Lampedusa sont des héros. Et l'Europe, tout en se disant scandalisée par cette tragédie, accélère son équipement en caméras à haute résolution, en liaisons satellite et drones de surveillance...

Et en France ? Comme Nicolas Sarkozy hier, comme Jean-Marie Le Pen avant-hier, Manuel Valls prend régulièrement le parti de choquer par des propos sulfureux (sur le regroupement familial, ou l'incapacité culturelle des Roms à s'intégrer). Honte ! La France a été condamnée, jeudi 17 octobre –journée mondiale du refus de la misère- pour avoir expulsé des gens du voyage sans leur proposer un relogement. « Cette décision est historique après une bataille judiciaire de neuf années », s'est félicité ATD Quart monde, à l'origine de cette procédure.

Et, s'invitant sur le terrain du FN, certains ténors de l'UMP, et pas des moindres (Copé, Fillon, Hortefeux), en viennent à s'attaquer à l'un des fondements du pacte républicain : le droit du sol. Ils ont affirmé leur volonté de restreindre l'accès à la nationalité française, en supprimant le droit du sol pour les enfants de clandestins. Pas tous, heureusement. Patrick Devedjian, président du Conseil général des Hauts-de-Seine, fustige cette proposition : « je suis pour le maintien absolu du droit du sol. Plus de 25 % des Français ont au moins un de leurs grands-parents de nationalité étrangère. Le génie de la France est d'avoir su intégrer au cours de son histoire. Je rappelle que notre pays s'est constitué par l'agrégation de gens venus des quatre coins de la planète, qui sont devenus des éléments constitutifs de la nation française ».

Au même moment, l'Allemagne se prépare à franchir une étape en sens inverse en remettant en cause, elle, le droit du sang. L'initiative vient de la gauche, du Parti social-démocrate (SPD). Celui-ci souhaite permettre aux enfants nés en Allemagne de parents non ressortissants de l'Union européenne –essentiellement turcs- d'acquérir la double nationalité à leur majorité.

Il faut oser rappeler aux citoyens que la migration est un phénomène de tous les temps qui a façonné nos sociétés et une Europe dont 40 millions d'habitants prolétarisés s'en allèrent explorer d'autres continents au XIX^{ème} siècle ; que le regroupement familial, le droit d'asile et le statut humanitaire sont des obligations, sauf à forcer les Vingt-Huit à renoncer aussi à leurs valeurs fondatrices.

Et surtout, il faut changer notre regard sur l'immigration. L'immigration est une chance. « Dynamisme social, créativité entrepreneuriale et vitalité culturelle caractérisent les trajectoires de ces hommes et femmes qui revivifient les sociétés dans lesquelles ils arrivent, sociétés qui bien souvent les considèrent à tort comme une menace pour leur bien-être matériel et leur identité nationale », nous dit *Doug Saunders* (du village à la ville, comment les migrants changent le monde, Seuil, octobre 2012, cf notes de lecture JPA de septembre 2013, disponibles sur demande).

Les pays occidentaux éprouveront de graves pénuries de main d'œuvre au cours de ce siècle (à cause de la chute de la fécondité, qui entraîne un vieillissement de la population). C'est un problème coûteux que l'on règle facilement en autorisant la venue de nouveaux immigrants en âge de travailler, dont les impôts couvriront les dépenses accrues de l'Etat (sinon, on peut toujours augmenter les recettes fiscales, sabrer dans les services et hausser l'âge de la retraite...). Bien accueillir les immigrants, ce n'est pas qu'une question de morale, c'est aussi notre intérêt bien compris. L'Afrique, par exemple, c'est l'avenir. Pour les richesses de son sous-sol, mais aussi pour des raisons démographiques.

Le nouveau droit à conquérir au XXI^{ème} siècle, c'est celui d'aller et venir. Or, aujourd'hui, c'est très facile pour les riches, même si ce sont des mafieux, et très compliqué pour les pauvres, même si ce sont de braves gens.

(sources : *Le Monde*, 19, 23, 25 octobre, 1^{er} novembre, 2-3-4, 10-11 novembre, *Serge Halimi*, dans *Le Monde diplomatique*, novembre, *Emmanuelle Crialesse*, dans *Télérama*, 23 octobre, *Politis*, 10 octobre)

Bonnes nouvelles

L'Union Européenne a annoncé son intention de **renforcer son aide au développement au Sahel** en consacrant 5 milliards d'euros entre 2014 et 2020 (*Politis, 7 novembre*).

Chine. Hausse des salaires. La population des 15-60 ans, après avoir augmenté de 359 millions entre 1980 et 2010, va se stabiliser aux alentours de 2015 avant de diminuer jusqu'en 2035. Même s'il subsiste des réserves de main d'œuvre rurale mobilisable à l'intérieur du pays pour l'industrie, le marché du travail va s'en trouver bouleversé. Il l'est déjà dans les régions côtières où les salaires, du fait des premières pénuries de main d'œuvre, ont augmenté plus rapidement (15 % par an depuis le milieu des années 2000) que la productivité industrielle (9 à 10 % par an) (*Le Monde, 19 octobre*).

Edward Snowden en train de devenir un héros en Allemagne. Une partie de l'opinion (mais pas –pas encore ?- le gouvernement allemand, souhaite que l'Allemagne accorde l'asile à celui qui a révélé les pratiques d'espionnage massif des Etats-Unis, y compris à l'encontre de la chancelière. Berlin exige des garanties de Washington (*Le Monde, 6 novembre*).

... et en France ? Comment pourrait-on croire que la France, qui a refusé le droit d'asile à Edward Snowden, puis tenté de l'intercepter jusque dans l'avion du président équatorien –et cela à la demande du pays qui nous espionne-, puisse être prise au sérieux quand elle proteste contre les intrusions de la NSA ? Il y a dans tout cela quelque chose de pathétique (*Denis Sieffert, Politis, 31 octobre*).

[On apprend par ailleurs que des sociétés françaises, Amesys et Qosmos, ont vendu à la Libye et à la Syrie un système de surveillance d'Internet... La justice enquête... (*Le Monde, 29 octobre*)].

Justice et mémoire

Bernard Tapie. L'ancien magistrat Pierre Estoup, qui pour être désigné comme « arbitre » au sujet du litige entre Tapie et le Crédit Lyonnais, avait certifié qu'il n'était pas lié aux parties en présence, avait en fait reçu 808 987 € en neuf ans auprès des avocats de Tapie... Cela lui vaut d'être accusé de faux (en plus du chef d'accusation d'« escroquerie en bande organisée »). Cela devrait permettre à l'Etat de faire annuler l'« arbitrage », grâce auquel Tapie a reçu 405 millions d'euros en juillet 2008. Par ailleurs, Tapie aurait bénéficié d'un cadeau fiscal évalué entre 54 et 83 millions d'euros, grâce à une intervention d'Eric Woerth, contre l'avis de l'administration fiscale (*Le Monde, 5 novembre, 26 octobre*).

Balladur. Selon Didier Schuller, l'homme d'affaires Ziad Takieddine a été l'un des pivots du financement de la campagne de Balladur en 1995, et a donné de l'argent (rétrocommissions en marge de ventes d'armes) directement à Léotard, Donnedieu de Vabres, Thierry Gaubert, Nicolas Bazire et Jean-François Copé (*Le Monde, 25 octobre*).

Serge Dassault entendu par les juges dans une enquête pour une tentative d'assassinat, qui pourrait avoir pour origine des conflits financiers liés à des dons effectués par l'ancien maire dans le cadre d'un système présumé d'achat de votes (*Le Monde, 15 octobre*).

Patrick et Isabelle Balkany soupçonnés de blanchiment de fraude fiscale. Ils auraient dissimulé, depuis de nombreuses années, une partie de leurs avoirs au fisc. Patrick Balkany se serait enrichi de manière illicite en marge de nombreux marchés publics conclus dans les années 1980 et 1990 par l'office public HLM des Hauts-de-Seine, dont il était un des dirigeants (*Le Monde, 9 novembre*).

Union européenne

Institutions. La zone euro ne favorise plus la convergence des économies de ses 17 pays membres, elle exacerbe la divergence entre ceux du Sud et ceux du Nord, l'exact contraire de ce pour quoi elle a été créée. Ce qu'il faut abandonner, ce n'est pas l'institution européenne-en l'espèce, l'euro -, mais la manière avec laquelle on « gère » l'Europe depuis 25 ans. Ce qui défait l'Europe et qui mine le projet européen, c'est l'irresponsabilité avec laquelle on a dévitalisé ses institutions originelles. Au profit de la méthode dite « intergouvernementale ». On prive les institutions incarnant l'Union –le Parlement et la Commission- de toute initiative, de personnalités de talent et de budget. Tout se décide entre gouvernements, en Conseil où s'affrontent 28 souverainetés. « L'Europe des Etats a mis l'Europe dans un sale état » (*Alain Frachon, Le Monde, 18 octobre*).

Les prochaines élections européennes changeront-elles la donne ? Le Parlement européen est censé élire le président de la Commission européenne (sur proposition des chefs d'Etat et de gouvernements réunis au sein du Conseil européen). Il faut donc politiser la désignation du successeur de José Manuel Barroso, dans la foulée des élections européennes de mai 2014. Ce serait le meilleur moyen de combler une partie du déficit démocratique tant reproché à l'Union européenne, en permettant aux différentes familles de personnaliser la campagne. C'est, du moins, l'avis de Martin Schulz, leader socialiste allemand, actuel président du Parlement européen, qui aspire à se lancer dans la bataille au nom des socialistes face à la droite. Choisir un chef de file capable de se battre aux quatre coins du continent pour un programme soutenu par sa famille politique, serait un moyen de lutter contre l'abstention. Les Verts s'inscrivent aussi dans cette logique (José Bové serait associé à une écologiste allemande). La gauche radicale imagine de choisir comme tête d'affiche le Grec Alexis Tsipras, pourfendeur de l'austérité. Chez les libéraux, divers candidats sont sur les rangs (Olli Rehn, ou Guy Verhofstadt). Au Parti populaire européen (droite), on ne choisira pas avant mars (*Le Monde, 31 octobre*).

L'un des enjeux, c'est d'instaurer plus de solidarité entre les pays qui composent l'Union. A cet égard, il faut savoir gré au Trésor américain de formuler ce que les partenaires de l'Allemagne n'osent exprimer : « l'Allemagne a enregistré un important excédent de ses comptes courants tout au long de la crise financière de la zone euro ». Cela a « entravé le rééquilibrage » d'autres pays de la zone et « entraîné une « tendance déflationniste touchant aussi bien la zone euro que l'économie mondiale ». Les pays frappés par la crise se voient contraints d'accepter une pure et simple déflation, ce qui entraîne inévitablement un niveau très élevé de chômage, et augmente la valeur réelle de leur dette. Le projet européen risque d'en arriver à symboliser non la prospérité, mais la pauvreté. Ce qui serait tragique (*Martin Wolf, Le Monde, 9 novembre*). La convergence des politiques fiscales et sociales au sein de l'Union européenne est un impératif incontournable, à défaut de quoi elle court vers son éclatement. Pourtant, les Européens restent divisés pour lutter contre le dumping social. La France et l'Allemagne veulent mieux encadrer le détachement des travailleurs européens. Les anciens pays de l'Est et la Grande Bretagne s'y opposent (*Le Monde, 17 octobre*).

Car l'endettement public continue de se creuser. Le niveau de la dette peut être considéré comme alarmant pour l'Irlande, l'Italie et l'Espagne. Et il faudra probablement restructurer la dette de la Grèce, du Portugal et de Chypre. Quand l'économie vacille, les créanciers peuvent imposer leur volonté à tout le monde, y compris aux représentants des Etats concernés. C'est ainsi qu'en Grèce, on assiste à « la destruction du système éducatif », au grand dam des universités (*Le Monde, 25, 26 octobre, 7 novembre*).

France

Le gouvernement des lobbys. 1, le lobby bancaire obtient l'abandon par l'exécutif de ce qui devait être une des mesures phares destinées à domestiquer les banques : la séparation des activités de banque de détail et de banque d'investissement (la loi bancaire votée en juin 2013 est la moins contraignante parmi les pays européens). 2, recul du gouvernement devant le mouvement des « pigeons » contre la réforme des plus-values mobilières. 3, volte-face concernant la contribution sur l'excédent brut d'exploitation. 4, recul sur l'harmonisation des prélèvements sociaux des produits d'épargne au taux de 15,5 %. 5, suspension du projet d'écotaxe. 6, le gouvernement s'oppose à une directive européenne sur la taxation des transactions financières. Les deux dernières mesures symbolisaient pourtant deux orientations politiques stratégiques : d'une part, l'organisation des transitions énergétique et écologique ; d'autre part, la lutte contre la spéculation financière.

Pour compléter le tableau, rappelons la ratification du pacte budgétaire européen, les 20 milliards d'euros accordés sans contrepartie au patronat sous la forme du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), l'abandon de la réforme fiscale d'envergure promise, la hausse de la TVA à partir du 1^{er} janvier prochain (7 milliards d'euros de moins pour les ménages), les 15 milliards d'euros de baisse des dépenses publiques en 2014, pour atteindre 75 milliards à la fin du quinquennat...

Tous ces épisodes pathétiques de trahison des engagements politiques conduisent à d'inquiétantes conclusions. Il n'y a plus de différence entre les politiques économiques de gauche et de droite. Ceux qui gouvernent aujourd'hui n'ont pas de véritable projet politique alternatif à opposer au pouvoir des lobbys patronaux. La collusion des élites au sein de l'oligarchie politico-financière engendre une dangereuse crise de la démocratie (*Dominique Plihon, Politis, 7 novembre ; Jean-Marie Harribey, Politis, 31 octobre*).

Comment toute une partie de l'électorat ne se sentirait-elle pas flouée ?

Même au sein du PS, le mécontentement grandit. A propos des reculs et reniements du gouvernement, Gérard Filoche dit au bureau national du 15 octobre: « le Medef ne nous renvoie pas l'ascenseur. Il nous savonne la planche quoi que nous fassions pour lui. Même si on lui donne le CICE, l'ANI, le travail le dimanche, la casse de l'inspection du travail, le refus d'amnistie des syndicalistes... On lui donne le doigt, il prend la main... Comment faire du « redressement productif » avec ça ? Avec 30 % de capacités de production disponibles mais inutilisées ? Car les entreprises de plus de mille salariés s'autolimitent et préfèrent spéculer plutôt que d'embaucher... ». Et il ajoute : « Le vote qui a eu lieu ce jour contre les retraites, il faut que je vous le dise avec mes mots. Franchement. C'est un vote de la honte pour notre parti » (*Démocratie et Socialisme, octobre 2013*).

Marie-Noëlle Lienemann, sénatrice PS, et animatrice du mouvement Maintenant la gauche, défend la possibilité d'un changement de la politique gouvernementale avec une forte pression d'une alliance rose-rouge-vert à l'Assemblée : « Notre discours, qui est celui de la Gauche socialiste – courant fondé en 1988 par Jean-Luc Mélenchon et Julien Dray- n'a rien de nouveau. Aujourd'hui, la plupart des militants socialistes pensent comme nous. Le parti n'est certainement pas préempté par le hollandisme – je rappelle que François Hollande n'a rassemblé que 55 % de voix à la primaire, et qu'il n'aurait peut-être pas été investi si Montebourg ne l'avait pas soutenu. Nous plaçons pour que le PS propose à ses alliés rouge-rose-vert un pacte législatif autour de cinq ou six grandes réformes urgentes : la réforme fiscale, les garanties pour le monde du travail, un plan de relance industrielle, la transition énergétique... » (*Politis, 17 octobre*).

« Islamophobie », un mot piège. La dénonciation tous azimuts de « l'islamophobie » est, dans le débat actuel, une ressource victimaire dont se servent certains acteurs politico-confessionnels afin de souder une communauté sous leur houlette et d'exercer leur hégémonie sur ses membres au nom de ce slogan mobilisateur. Nos compatriotes, musulmans ou non, méritent mieux que ces débats qui veulent les prendre en otage de causes particulières. Et c'est ce que montre, dans la réalité, le phénomène remarquable et tout récent de la participation très importante à la vie politique, après les émeutes de 2005, d'une nouvelle génération de jeunes issus de l'immigration, dont les familles venaient en majorité de pays musulmans du sud de la Méditerranée. Ce sont ces milliers d'élus municipaux ou régionaux, ces centaines de candidats aux dernières élections législatives de juin 2012, qui sont en train, en s'emparant pleinement de leurs droits de

citoyens, de transformer l'identité des populations au sein desquelles s'exprime l'islam de France (Gilles Kepel, *Le Monde*, 1^{er} novembre).

Rythmes scolaires : halte à la mauvaise foi. Le retour à cinq jours de classe dans la semaine est absolument nécessaire. Faut-il rappeler que les quatre jours et demi étaient la règle jusqu'à la rentrée 2008, c'est-à-dire il y a cinq ans ? La mauvaise foi domine pour refuser cette réforme indispensable : mauvaise foi de membres de l'opposition qui ont oublié qu'en 2010 un rapport parlementaire établi par deux députés UMP demandait le retour à la semaine de cinq jours ; mauvaise foi de certains enseignants pour qui la semaine de quatre jours était un avantage indéniable ; mauvaise foi de certaines familles aisées pour qui l'échec scolaire n'est pas une préoccupation.

Certes, cette mesure a un coût. Diminuer le nombre d'heures d'enseignement dans la journée ne doit pas conduire à diminuer le nombre d'heures de présence au sein de l'école. Cela signifie mettre en place des activités d'aide au travail personnel, des activités culturelles, sportives ou simplement récréatives pour tous et pas seulement pour ceux qui peuvent payer. Quand le service public recule, le service marchand avance.

Quant à la fatigue des élèves, le seul intérêt des enfants conduirait à donner la préférence au samedi matin, afin d'éviter la coupure des deux jours, en maintenant une coupure en milieu de semaine, mais les adultes, parents et enseignants, font le choix du mercredi matin. C'est un choix d'adulte pour les adultes. Nous avons bien l'école que nous méritons (Christian Forestier, ancien recteur, *Le Monde*, 19 octobre).

Vie pratique.

Obsèques. De plus en plus de Français optent pour la crémation (1 % en 1980, un tiers aujourd'hui, mais 57 % des plus de 60 ans). C'est un changement d'une rapidité fulgurante pour des pratiques qui remontent à la nuit des temps et qui constituent l'essence des sociétés humaines. La perte d'influence de la religion catholique, qui, contrairement au protestantisme, est attachée à la permanence du corps après la mort, est sans doute un facteur explicatif important (69 % des non-croyants et athées choisissent la crémation, 75 % des croyants et pratiquants préfèrent l'inhumation). Et puis nous ne sommes plus dans la France des villages, où tous les morts de la famille étaient au même cimetière juste à côté. Cependant, le besoin de cérémonie reste très fort chez les Français (75 % en souhaitent pour eux-mêmes et 77 % pour leurs proches).

La loi autorise la dispersion des cendres dans la nature (hors propriété privée), ce qui remet en circulation le phosphore (des os), essentiel aux végétaux et dont le confinement dans les cimetières inquiète les agronomes. La crémation nécessite cependant de l'énergie, émet du CO₂ et des toxiques –dont les vapeurs issues du mercure dentaire. Les crematoriums ont jusqu'à 2018 pour s'équiper de filtres à fumées. Le cercueil est obligatoire, mais il existe une alternative au bois : le cercueil en cellulose, à base de papier recyclé. Un cercueil « carton », avec prestations a minima, mettrait les obsèques à 1250 €, deux à quatre fois moins qu'une facture classique (Politis, 31 octobre, *Le Monde*, 2-3-4 novembre).

Comment réagir en cas d'appels intempestifs au téléphone, pour vous vendre des fenêtres ou une mutuelle ? Des internautes du blog Sosconso conseillent : « surtout, ne raccrochez pas ! Posez délicatement votre combiné, et vazez à vos occupations, en laissant votre interlocuteur soliloquer. Au bout d'un certain temps, il comprendra qu'il a perdu son temps, et donc son argent (Le Monde, 18 octobre, Rafaële Rivais, <http://sosconso.blog.lemonde.fr>).

Enseignement. Avant d'être une transmission des connaissances, l'enseignement est d'abord un moyen de socialisation des individus (Pierre-Cyril Hautcoeur, *Le Monde*, 18 octobre, à propos de l'enseignement « en ligne »).

Zoologie. Le mouvement de la queue du chien, outil de communication ? Un zoologiste de l'université de Trente a constaté que la vue d'un congénère battant la queue vers la gauche entraîne chez le chien une augmentation du rythme cardiaque et des signes caractéristiques d'un stress, alors que ces réactions sont absentes dans le cas contraire (Le Monde Sciences et médecine, 6 novembre).

Il y a dix ans dans CMM

« 50 000 participants ont débattu au Forum Social Européen du 12 au 15 novembre »

Quelle autre force politique serait capable de mobiliser autant ? Les idées lancées par ATTAC font leur chemin en France et dans le reste de l'Europe (on note la présence marquée de jeunes espagnols, italiens, allemands, suédois ou ressortissants d'Europe centrale). C'est presque « plus altermondialiste que moi, tu meurs » !

Jacques Chirac : « je tiens à rendre hommage au travail important qui a été fait par le contre sommet [d'Evian, en juin 2003], qui a apporté un certain nombre d'idées dont il ne faut pas s'imaginer qu'elles sont destinées à être simplement mises sur les étagères ».

Alain Juppé : « il faut donner des règles » à la mondialisation. « L'accélération des délocalisations provoque des inquiétudes et les inégalités nourrissent la misère, terreau du terrorisme ». « Il faut avoir une bonne dose d'optimisme ou d'aveuglement pour considérer que la mondialisation telle qu'elle est va contribuer aux solutions de nos problèmes ».

Luc Ferry : « on trouve [dans le mouvement altermondialiste] le pire et le meilleur : le recyclage de l'extrême-gauche, mais aussi le romantisme à côté de discours très structurés comme celui d'ATTAC. J'étais l'année dernière à Porto Alegre et j'ai eu plaisir à débattre avec les représentants d'ATTAC ».

Laurent Fabius « prend très au sérieux l'altermondialisme ».

François Hollande : « au sein de notre propre famille politique l'effet de Porto Alegre ou de Gènes a été celui d'une prise de conscience pour beaucoup d'entre nous. Nous avons été très longtemps en retard. »

JP Chevènement : « la gauche française et européenne, pour redonner un sens à son action, doit d'abord faire une analyse rigoureuse de la mondialisation qu'elle critique en parole mais dont elle s'accommode dans les faits ». « Les coûts de la mondialisation pèsent essentiellement en Europe sur les travailleurs de l'industrie, affrontés aux licenciements et à des reclassements de plus en plus difficiles. On comprend que la classe ouvrière se détourne de ceux qui ne la défendent pas (ou plus) pour se jeter dans les bras des démagogues d'extrême-droite. »

Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie en 2001, ancien conseiller de Bill Clinton, dénonce les erreurs des années 1990 : « L'Amérique latine prend peu à peu conscience du fait que le type de capitalisme qu'on lui a vendu, le « consensus de Washington », était peut-être celui que prêchait le département du Trésor des Etats-Unis, mais pas celui que pratiquaient les Etats-Unis. Il y avait, dans certains domaines, consensus à Washington pour estimer le consensus de Washington mauvais pour les Etats-Unis, quelles que fussent ses vertus pour le reste du monde, ou quel que fut l'avantage, pour servir les intérêts américains, d'amener les autres à agir autrement que les Américains. » »

Et aujourd'hui le bulletin national d'Attac (Lignes d'attac) note dans son numéro de novembre : « en quinze ans, les revendications d'Attac se sont imposées comme de véritables solutions jusqu'au plus haut niveau. C'est le cas pour notre mesure fondatrice : la taxe sur les transactions financières, même si les propositions de mise en œuvre restent édulcorées. Et pourtant, il reste bien du chemin pour désarmer les marchés. Les multinationales sont toujours aussi puissantes avec, face à elles, des gouvernements qui n'ont qu'une obsession : satisfaire leurs exigences toujours plus destructrices. Sous prétexte de compétitivité, la destruction de la nature et des solidarités sociales se poursuit, tandis que l'Europe est lancée dans une fuite en avant austéritaire qui contribue au succès d'un fascisme renaissant. Malgré le réchauffement climatique, la nécessaire transition écologique est, elle, sans cesse repoussée au nom de ces impératifs supérieurs. »

Courrier des lecteurs

N.P. Merci encore une fois pour cette belle plume citoyenne que je lis (même si je n'y réponds pas toujours) avec un grand intérêt et souvent avec plaisir... La résistance, c'est un esprit critique, une vigilance citoyenne qui permet de ne pas laisser à l'État un pouvoir absolu et d'éviter certaines dérives. L'État a besoin de citoyens actifs tel que vous ! Car l'État, c'est nous! Merci !

L.P. réagit au titre de l'édito, l'imaginaire racorni de la droite : Celui du PS n'a rien à lui envier...

T.V. La France c'est aussi ce pays dont les citoyens deviennent en majorité égoïstes et arrogants, refusant de s'informer et de penser pour ne pas avoir à remettre en cause leur précieux petit confort, un pays où les enseignants (pas tous) ne sont plus dans la tradition des hussards noirs de la république et se fichent bien de l'échec scolaire et des vies qu'ils fracassent, un pays où nombre de fonctionnaires reviennent à la servilité des années noires, un pays où règnent le corporatisme et les intérêts privés, bref la France d'aujourd'hui ce n'est certes pas la France d'hier pour ce qu'elle avait de mieux et que tu as justement cité. On a eu Mitterrand et Sarkozy, sans oublier les autres qui n'ont guère valu mieux, c'est aussi parce qu'on les a mérités. Comme Tillinac, je suis nostalgique d'une France dont j'étais fier, mais pas pour les mêmes raisons.

Tu t'indignes des 300 morts de Lampedusa qui te remontent à la mémoire les 25 000 migrants qui se sont noyés en 20 ans, mais pourquoi oublie-t-on toujours de citer les 25 à 40000 personnes dont 80% d'enfants qui continuent à mourir de faim chaque jour ? Parce que eux ont la pudeur de ne pas venir mourir sur nos plages et pendant nos JT, au risque de rendre notre repas indigeste ? Ils meurent pourtant tous de la même raison, celle que l'économique prime sur l'humain ; les pauvres sont des fainéants abrutis, c'est bien connu, sinon ils se lèveraient le cul pour trouver du boulot... Tiens, en parlant de boulot, un petit tour sur le net pour évaluer le coût d'un chômeur en France : 29 000€ et un emploi social au SMIC, l'Etat étant auto-assureur et en récupérant une partie par ses taxes ? 11 000€ !. Chiffres à très certainement affiner, mais il y a comme une erreur à chercher !!!

Autre chiffre intéressant : plus de 20000€ le coût moyen d'une expulsion, alors que la seule solution pour en finir avec les drames de l'immigration, c'est d'investir et de créer de l'emploi dans les pays pourvoyeurs d'immigration. Ben oui, mais quand on ne veut déjà pas créer de l'emploi chez nous pour maintenir le salarié et les couts sous pression, ce n'est pas pour aller le faire à Tataouine.

Toujours le même problème, on ne peut pas avoir des sous quand on laisse les multinationales se gaver et tricher sans même se soucier de notre santé. 60 à 80 milliards le manque à gagner de l'évasion fiscale pour le fisc français, 2000 milliards à l'échelle de l'Europe, la moitié du CAC 40 exonéré d'IS, pour 7.5% d'imposition moyenne sur les 50 à 100 milliards de bénéficiaires que veulent bien déclarer nos 40 premières entreprises et 260 milliards planqués en fallacieux investissements directs à l'étranger l'année dernière.

On a du fric, on en a plus que ce qu'il nous en faut, mais on en fait cadeau, c'est là tout le problème.

Sur le site <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique173> on peut lire les numéros 11 (juillet 2004) à 89 (octobre 2011) de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et sur : <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique152> , les numéros à partir de 90 (novembre 2011) , ainsi que des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.